

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

ARRETE N° 2024/233

POSE D'UN APPUI
RUE GENERAL LECLERC

AUTORISATION
D'OCCUPATION ET
REGLEMENTATION
TEMPORAIRE DE VOIRIE

Mis en ligne le :

13 AOUT 2024

LA MAIRE DE MONDEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-22, L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-1 et suivants,

Vu le Code de la route, et notamment les articles L. 411-1, R. 411-21-1 et R. 411-25,

Vu le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.113-2 et L. 115-1,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière prise pour son application,

Vu la demande en date du 8 aout 2024 présentée par l'entreprise SGE INFRANET, représentée par Monsieur Mohamed DIAKHABY en qualité de conducteur de travaux, concernant l'exécution de travaux de pose d'un appui, entre le 6 et 8 rue du Général Leclerc 14120 MONDEVILLE,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de veiller à la sûreté et la commodité du passage sur la voie publique,

Considérant que, dans l'intérêt de l'ordre et la sécurité publics et pour la bonne exécution de ces travaux, il importe d'autoriser l'occupation du domaine public et de réglementer temporairement le stationnement et la circulation,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise NGE INFRANET est autorisée à occuper temporairement le domaine public routier pour réaliser des travaux de pose d'un appui entre les numéros 6 et 8 rue du Général Leclerc 14120 MONDEVILLE, entre le lundi 26 aout et le 25 septembre 2024.

Article 2 : Au droit du chantier, la chaussée sera rétrécie et le stationnement sera interdit. Une signalétique sera mise en place afin de protéger le chantier. La vitesse sera réduite à 30 Km/h.

Article 3 : Monsieur Mohamed DIAKHABY, en qualité de conducteur de travaux, est chargée de procéder ou de faire procéder par son ou ses représentant(s) à la mise en place, à l'entretien et au retrait de la signalisation et des dispositifs techniques nécessaires à l'application du présent arrêté qui sera, en outre, affiché sur site par ses soins.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules en infraction pourront être enlevés et placés en fourrière. Les restrictions de circulation décrites ci-dessus ne s'appliquent pas aux véhicules d'intervention et de secours, qui pourront circuler librement en toutes circonstances.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur, dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit auprès du tribunal Administratif de Caen, en version papier ou par téléprocédure via l'application « Télérecours citoyens » accessible sur internet à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou du rejet du recours gracieux par l'administration.

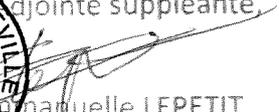
Article 6 : Madame la Directrice générale des services municipaux, Monsieur le Directeur de la police municipale de la Ville de Mondeville et Monsieur le Directeur Interdépartemental de la police nationale à Caen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur l'Inspecteur des Services d'Incendie et de Secours ;
- Monsieur Mohamed DIAKHABY, en qualité de conducteur de travaux NGE INFRANET.

Fait à Mondeville, le

- 9 AOUT 2024

Pour la Maire et par délégation,
L'adjoint délégué aux affaires foncières, à
l'urbanisme opérationnel et aux travaux,
Serge RICCI

Pour le Maire, 
Manuelle LEPETIT
adjointe suppléante



The seal is circular with the text 'MAIRIE DE MONDEVILLE' around the top and 'Calvados' at the bottom. The center features a coat of arms with a tree and a building.